

VillaGillet

Recherches contemporaines Lyon / Rhône-Alpes

20 nov > 2 déc 2012

Mode d'emploi

UN FESTIVAL DES IDÉES

× Que fait-on des sciences humaines et sociales et de la philosophie ?

Conserver

Mercredi 28 novembre | 11h30 | Université Lumière-Lyon 2

En partenariat avec:

tracés

UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2
UNIVERSITÉ DE LYON

Romain Bertrand / France
Jean-Louis Gaulin / France
Emmanuel Laurentin / France
Jean-Michel Salaün / France

En présence de :

Jean-Luc Mayaud

Président de l'Université Lumière-Lyon 2

Rencontre animée par :

Mathieu Potte-Bonneville

Institut Français de l'Éducation -

ENS Lyon

Yaël Kreplak

Tracés

GRANDLYON
communauté urbaine



Avec :



Romain Bertrand est directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, Sciences-Po). Spécialiste de l'Indonésie moderne et contemporaine, il a consacré de nombreux travaux à la question des

dominations coloniales européennes en Asie du Sud-Est.

→ *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre, Orient-Occident (XVIe-XVIIe)* (Seuil, 2012)



Emmanuel Laurentin est journaliste à Radio France. Il a créé l'émission « La fabrique de l'histoire » pour France Culture, qu'il anime depuis 1999. Contributeur de différentes publications (*Le Monde de l'éducation, Les Inrockuptibles...*), membre du comité de rédaction de la revue *L'Histoire*, il a enseigné la radio à l'université et dans des écoles de journalisme.

→ *La France et ses paysans* (Bayard, 2012)



Jean-Louis Gaulin est professeur d'histoire médiévale à l'Université Lumière-Lyon 2. Ancien élève de l'École française de Rome, il est spécialiste de l'Italie médiévale. Ses thèmes de prédilection sont la production et la conversation documentaires, les com-

portements économiques (crédit et endettement) et la culture des laïcs.

→ *Lyon vu/e d'ailleurs (1245-1800). Échanges, compétitions et perceptions* (PUL, 2009)



Jean-Michel Salaün est professeur à l'ENS Lyon, après avoir dirigé l'École de biblio- théconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. Dans son dernier livre, il propose de replacer le web dans une histoire longue des systèmes documentaires toujours en résonance avec l'économie des connaissances de leur époque.

→ *Vu, lu, su. Les architectes de l'information face à l'oligopole du Web* (La Découverte, 2012)

Animé par :



Mathieu Potte-Bonneville est maître de conférence à l'École normale supérieure de Lyon et chercheur associé au laboratoire Anthropologie de l'écriture (IIAC) de l'EHESS. Il est président de l'Assemblée collégiale du Collège international de philosophie pour la période 2010-2013. Spécialiste de l'œuvre de Michel Foucault, il est l'un des administrateurs du « Portail Michel Foucault », proposant sur internet archives numérisées et bibliographie.

Il est l'un des co-fondateurs de la revue *Vacarme*, trimestriel politique et culturel.



Yaël Kreplak, agrégée de lettres modernes et docteur en sciences du langage au laboratoire ICAR (ENS Lyon) et au Centre d'Études des Mouvements Sociaux (IMM/EHESS), et AMN à l'Université Lyon 2. Ses recherches portent sur l'art

contemporain, abordé dans la perspective de l'analyse conversationnelle d'inspiration ethnométhodologique. Elle participe à l'École des Arts Politiques à Sciences Po Paris et fait partie du comité de rédaction de la revue *Tracés*.

En présence de :



Jean-Luc Mayaud est professeur d'histoire contemporaine, spécialiste de la question de la « ruralité », Président de l'Université Lumière-Lyon 2, directeur du Laboratoire d'études rurales et rédacteur en chef de la revue *Ruralia*.

Romain Bertrand

Je vais m'astreindre, dans les quelques minutes qui me sont imparties, à interroger cette formule apparemment anodine, tirée de l'argumentaire de notre table-ronde : « l'acte de garder trace de ce qui s'est produit ». L'usage du terme « trace(s) », en lieu et place de celui de « source(s) », renvoie d'emblée à un double questionnement : sur la nature

même de l'opération de mise par écrit des mondes du passé à laquelle se livre l'historien professionnel, bien sûr, mais aussi sur les limites de son monopole en la matière. Quantité d'agents et d'institutions n'appartenant pas *stricto sensu* au monde académique s'évertuent en effet à « garder trace » de certains fragments du passé — à consigner, à chroniquer, à conserver. Tout un chacun peut constituer une « archive » — et de fait, qu'est-ce que le tiroir dans lequel nous rangeons nos diplômes, nos feuilles d'impôts et nos lettres d'amour sinon la petite archive de notre vie sociale ? À une autre échelle, on sait le succès, depuis les années 1970, des musées et des mémoriaux locaux. L'histoire académique s'effraie souvent de ces entreprises d'« amateurs », de ces « histoires sauvages » qu'elle peine à réguler et auxquelles elle impute d'inavouables arrière-pensées politiques. Certains invoquent une différence radicale entre l'Histoire — une vieille dame un rien austère, qui brode ses Vérités comme ses dentelles, le front plissé et le geste lent — et la Mémoire : une adolescente rebelle, tapageuse et portée au mensonge comme aux sucreries. Les choses sont probablement moins simples que cela. Le terme « traces » évoque encore, immanquablement, le « paradigme indiciaire » dont Carlo Ginzburg a si judicieusement retracé la généalogie. Or, lorsque l'enquête en archives et la « mise en intrigue » des données tiennent plus du roman policier que des sciences expérimentales, c'est une vision non plus arrogante mais modeste — et néanmoins robuste — de la Vérité qui se fait jour, loin des certitudes positivistes. Enfin, la question de savoir qui décide de « ce qui s'est produit » nous invite à nous défaire d'une mythologie naturaliste de l'« événement ». On ne ramasse pas les faits comme les petits cailloux, et on ne les épingle pas sur papier-vélin comme les fleurs séchées... Prenons un exemple un peu extrême. Dans une situation de contact entre des sociétés distantes — telles celles propres à la Première mondialisation, au XVI^e siècle —, ce qui a « fait événement » pour les uns n'a pas nécessairement été jugé digne d'attention et de narration par les autres. L'arrivée des Hollandais à Java en juin 1596 ? Les Javanais n'y prêtent aucune attention... L'événement — ce dont, précisément, l'on « garde trace » — n'est qu'une catégorie particulière de faits : on pourrait même dire qu'il est le « fait qui a réussi ».

Jean-Louis Gaulin

En 1229, un certain Jacopo Baldovini, originaire de Bologne, dirigeait la ville de Gênes. Depuis plusieurs décennies, les cités de l'Italie du Nord avaient en effet pris l'habitude de recruter un magistrat étranger — appelé recteur ou podestat — à qui elles confiaient la délicate direction de leur république en l'échange d'un bon salaire. Le

podestat gouvernait en concertation avec le conseil des citoyens et, parce qu'il était étranger à la cité qui l'accueillait pendant une année, on attendait de lui qu'il arbitre les conflits qui opposaient entre elles les familles les plus puissantes et les nobles aux gens des métiers.

A en croire l'historien officiel de la grande cité marchande, Jacopo Baldovini s'acquitta honorablement de sa tâche et « durant toute l'année de son mandat, les citoyens de Gênes connurent vraiment la paix et la tranquillité ». Mais il fit beaucoup plus pour les Génois. Arrivant de Bologne dont l'université était la plus renommée en Occident pour les études juridiques, Jacopo Baldovini fut surpris du grand désordre qui régnait dans les archives génoises. Les multiples traités de paix et de commerce que la grande cité ligure avait conclus avec des seigneurs, des villes et des royaumes, étaient à ce point dispersés « qu'on ne les retrouvait qu'avec les pires difficultés lorsque la commune en avait besoin. Considérant l'utilité de la dite commune, il ordonna de faire copier progressivement ces conventions en un volume par des notaires ». Le volume en question, conservé aujourd'hui encore dans les archives publiques, est le plus ancien *Liber iurium* — le livres des droits — de la commune de Gênes. Le prologue de ce beau registre explicite les motifs d'une entreprise de conservation exemplaire : la commodité, parce qu'il est plus facile de consulter un registre que des documents épars, la fiabilité parce que la transcription réalisée par des notaires à partir d'originaux parfois anciens et fragiles garantissait l'authenticité des accords conclus, le civisme enfin parce qu'en dotant la cité d'un trésor archivistique, le podestat développait parmi les citoyens la conscience de leur propre histoire ainsi qu'un sentiment de légitime fierté.

Belle œuvre de conservation assurément, car sans la décision prise par Jacopo Baldovini d'organiser la sauvegarde des archives publiques de la ville de Gênes, d'importants documents commerciaux antérieurs à 1229 seraient aujourd'hui inconnus.

Pour conserver cette documentation, le podestat avait dû concevoir et mener à bien une entreprise complexe : prendre une décision politique, mettre au travail l'administration municipale, sensibiliser les Génois à leur patrimoine écrit et à son évolution. La transcription et le changement de support déclassa inévitablement des documents désormais dépourvus d'utilité et contribua à leur disparition. Mais en réalisant un « volume », Jacopo Baldovini faisait entrer la cité de Gênes dans la modernité du XIII^e siècle. Son action, qui a le mérite de nous être connue, n'était en rien isolée et le passage de documents dispersés aux registres écrits avec soin et méthodiquement organisés a été décrite, à juste titre, comme une étape majeure de l'histoire des villes italiennes, comme une véritable « révolution documentaire » (Jean-Claude Maire Vigueur).

Le rappel de l'action de ce podestat peut nous aider à nous interroger sur ce que conserver veut dire aujourd'hui en ces temps de nouvelle révolution des techniques documentaires.

Les institutions en charge de la mémoire publique mettent chaque jour davantage de documents anciens ou récents en accès direct sur leur site web. Les projets de recherche universitaires ne se conçoivent plus, depuis une dizaine d'années environ, sans un volet numérique qui prévoit la digitalisation de documents et leur diffusion par l'Internet, assortie de la constitution de bases de données ou d'un travail d'édition électronique.

Jacopo Baldovini serait stupéfait de l'extraordinaire commodité que le support numérique apporte à la consultation documentaire : il y a, pour la consultation des archives aussi, un avant et un après Internet.

Sans doute serait-il plus circonspect quant à la fiabilité du transfert de l'information sur des supports dont la longévité est discutée. Confier les actes de la république de Gênes à des feuillets de parchemin solidement reliés offrait la garantie, sauf accident majeur, de traverser les siècles. Sait-on réellement quel horizon de conservation s'ouvre aux réalisations actuelles en matière de bases de données et d'éditions électroniques ?

Mais c'est certainement sur les relations entre projet politique et conservation documentaire qu'il y aurait le plus matière à réflexion. Le podestat de Gênes œuvra pour l'utilité de ses successeurs qui trouvèrent après son départ des archives bien ordonnées. Il souhaitait aussi donner aux Génois un motif de fierté et d'unité — intention pieuse — car les villes d'Italie étaient de véritables champs de bataille, mais qui donna quand même à son entreprise une remarquable dimension civique. Son exemple ne nous inviterait-il pas à faire nous aussi des choix dans la multiplicité des projets de conservation documentaire en cours, et à en discuter le bien fondé à l'aune de l'intérêt public ?

Emmanuel Laurentin

Produire une émission d'histoire sur une radio culturelle publique ne signifie pas seulement s'intéresser au passé et l'interroger depuis le présent. Il s'agit également de modeler l'avenir par des témoignages.

Fondée en 1999 sur un format hebdomadaire de deux heures trente et devenue depuis 2004 quotidienne, la *Fabrique de l'Histoire* en est à un peu plus de deux mille numéros. Dont un grand nombre composés à partir de témoignages historiques en direct ou montés.

Lors de ces entretiens réalisés pour des documentaires ou en studio, des témoins sont interrogés sur leurs souvenirs et supposés rendre compte d'un pan de l'histoire qu'ils ont vécu. Ils parlent, racontent, disent leur vérité avec la ferme intention de laisser une trace.

S'ils ne voulaient pas voir leur parole conservée, ils ne nous auraient pas donné rendez-vous.

Faire une émission d'histoire équivaut donc à faire œuvre patrimoniale, à conserver dans des serveurs la parole des femmes et des hommes qui parlent d'un temps déjà disparu : nous leur demandons de nous décrire des odeurs, des gestes, des sons et des attitudes qu'ils sont les seuls à pouvoir restituer, au risque qu'ils les recréent, les réinventent.

Je me souviens encore de cette vieille dame de près de cent ans nichée au creux d'une maison fraîche de la banlieue d'Athènes, que sa fille est allée chercher pour nous parler. Habillée de noir elle nous a chuchoté en français trois ou quatre noms de religieuses qu'elle avait eu comme professeurs avant 1922 dans l'institution Notre Dame de Sion qu'elle fréquentait alors. Puis est retournée à son silence. Dans un souffle, cette femme qui allait bientôt mourir nous rappelait que la République, qui avait chassé de France les Congrégations par les lois de séparation de l'Église et de l'État, avait passé une sorte d'accord avec ces mêmes Congrégations afin qu'elles portent la culture française au Levant. Ces quelques phrases enregistrées témoignaient ainsi d'un exil, celui des Grecs de Smyrne, et d'un pacte entre État et Église pour étendre l'influence de la France par l'enseignement de sa langue.

Tout autant que la conservation des témoignages des auteurs, artistes, des femmes ou des hommes politiques célèbres, mission que s'est donnée France Culture depuis les origines, il s'agit donc de conserver les voix d'anonymes ou d'inconnus de l'histoire, dont l'expérience singulière nous importe.

D'autant que l'enregistrement conserve bien autre chose que les mots prononcés : on y entend le grain de la voix, l'accent — en cela nous ne sommes que les successeurs lointains de Ferdinand Brunot qui, avant la Première Guerre Mondiale lança une grande collecte sur disques de cire d'accents dont il craignait qu'ils ne disparaissent — et de signes des temps involontairement saisis sur le magnétophone.

Ainsi de cette magnifique archive collectée auprès de Monique Hervo qui vécut de la fin des années cinquante à la fin des années soixante auprès des Algériens du bidonville de Nanterre.

Pour témoigner de leur misérable condition, elle acheta un magnétophone à bande d'excellente qualité et mena son enquête auprès d'eux. Ils parlent du départ du bled, de la peur des milices qui, avec l'accord de la police, font régner l'ordre, de la longue quête de l'eau potable, dispensée à l'autre bout du bidonville par un seul robinet, de la difficulté à se maintenir propre dans la boue de Nanterre. Monique Hervo ne cherchait pas à diffuser ses enregistrements car ils ne lui servaient que de traces en vue de l'écriture d'un livre. *Bidonvilles*, publié chez Maspero, dénonce l'abandon de ces populations par les pouvoirs publics.

Mais quarante-cinq ans plus tard, ces enregistrements sont là, déposés par Monique Hervo à l'Institut d'Histoire du Temps Présent. Et que disent-ils ?

Autre chose que ce pour quoi ils ont été faits. Monique Hervo n'a jamais demandé à ses interlocuteurs de faire taire leur entourage pendant les entretiens : on y entend donc les enfants qui jouent en arrière fond, la femme brassant les casseroles ou bien la radio qui beugle à tue-tête.

Une radio commerciale dont les chercheurs en histoire des médias regrettent qu'on n'en connaisse le ton que sur le papier, car elle a conservé peu d'enregistrements de l'époque. Or là, sur ces bandes faites pour dénoncer la condition des travailleurs immigrés, pendant près d'une heure les animateurs enchaînent les jeux de mots et les publicités, les flashes d'information et les chansons d'amour. En toile de fond de la discussion sur la condition ouvrière, la France du Général de Gaulle crie sa quête du bien-être.

Sans le savoir, telle une prestidigitatrice, Monique Hervo a conservé une archive à double-fond, de celles qui provoquent chez les amateurs de passé que nous sommes un « Oh ! » d'émerveillement. Ce qu'on croyait disparu est là dans nos oreilles et change d'un seul coup notre regard sur les trente glorieuses.

Jean-Michel Salaün

Mémoires numériques : émancipation ou contrôle-soft

Commençons par trois citations. La première est issue d'une publication de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui produit des analyses et statistiques sur les pays développés, la seconde d'un rapport d'une importante société savante des États-Unis, tandis que la troisième rapporte le propos d'une salariée d'une entreprise commerciale, Google. Les trois propos, prononcés dans

un contexte différent, soulignent le même enjeu : l'importance de l'organisation des connaissances enregistrées pour le développement des sociétés et le rôle du numérique dans cette organisation.

La première introduit un article rappelant l'histoire longue de 5 000 années des collections de documents et montrant son importance pour le développement des connaissances et de l'économie associée : « L'infrastructure épistémique de l'économie de la connaissance repose sur les bibliothèques, les archives, les musées, les galeries, les zoos, les aquariums et d'autres collections systématiques encore qui permettent aux individus de savoir ce qu'ils savent et de faire ce qu'ils font. Le rassemblement, la conservation, l'organisation, la représentation et la diffusion des documents d'archives, des plantes et des animaux, des objets rares ou communs, des œuvres d'art, etc. est au cœur de la production de connaissances, de l'enseignement, de la prise de décision et du commerce (traduction de l'auteur).¹ » Parmi bien d'autres exemples, on peut rappeler le parallèle entre le passage des cabinets de curiosités du 18^e siècle au muséums du 19^e siècle et l'évolution des sciences naturelles : de Linné à Lamarck jusqu'à évidemment Darwin.

La seconde citation, qui introduit un célèbre rapport nord-américain sur les cyberinfrastructures, *Our Cultural Heritage*, souligne qu'aujourd'hui l'organisation des connaissances dans les sciences humaines et sociales passe par le numérique et que ce dernier influence cette organisation : « L'arrivée de l'Internet a transformé les pratiques dans les sciences sociales et humaines (SHS), plus lentement que certains l'avaient espéré mais plus profondément que d'autres auraient attendu. Les ressources du patrimoine culturel numérique forment un ensemble de données essentielles pour les SHS : ces ressources, traitées grâce aux réseaux et aux logiciels, organisent aujourd'hui la façon dont les scientifiques découvrent et donnent du sens aux traces humaines tout en organisant la manière dont leurs résultats sont transmis à leurs étudiants, leurs collègues et au public en général (traduction de l'auteur).² »

Enfin, la troisième citation est extraite d'un récent entretien avec la responsable d'un nouveau service de la firme Google, le *Knowledge Graph*, publié sur un blog spécialisé. Ce service affiche, dans la version américaine du moteur, un cartouche comprenant les principales caractéristiques de l'objet recherché, et non plus seulement une série de références le concernant. A la question de l'objectif de ce nouveau service, sa responsable répondait : « Il s'agit de cartographier le monde réel d'une façon que les ordinateurs puissent comprendre. Il s'agit de prendre des objets du monde réel, de comprendre ce que sont ces choses et quelles sont les choses importantes à leur sujet ainsi que leurs

1. Margaret Hedstrom et John Leslie King. « Epistemic infrastructure in the rise of the knowledge economy ». In Brian Kahin et Dominique Foray, *Advancing Knowledge and the Knowledge Economy*, Cambridge (Mass.) : MIT Press, 2006, p. 113-134. <http://lking.people.si.umich.edu/EpistemicInfra-MITPress.pdf>

2. ACLSC, *Our Cultural Commonwealth*. [en ligne] *The report of the American Council of Learned Societies Commission on Cyberinfrastructure for the Humanities and Social Sciences*, 2006, 51p. <http://www.acls.org/cyberinfrastructure/ourculturalcommonwealth.pdf>

relations à d'autres choses. C'est la partie que je trouve la plus fascinante : quelle est la relation entre toutes ces choses différentes (traduction de l'auteur) ?³ »

La juxtaposition de ces propos, qui chacun dans leur contexte font des constats complémentaires, en suggère que : 1) les cyberinfrastructures au service de la science qui s'appuient aujourd'hui très largement sur les technologies du web, sont l'aboutissement, ou plutôt un jalon supplémentaire, d'un très ancien processus historique d'organisation des connaissances scientifiques consignées ; 2) la maturation du web est marquée par une relation différente aux connaissances en cohérence avec l'évolution de nos sociétés ; 3) elle est aussi l'occasion de stratégies industrielles et commerciales inédites qui concernent l'organisation même du savoir.

Le document a, depuis les origines du mot, pour fonction la transmission et la preuve. Dans la science ces fonctions se sont progressivement affirmées au sein de l'article scientifique, révisé par les pairs (prouvé) et publié dans une revue (transmis). Cette organisation représente la traduction documentaire de la science positive, issue du 18^e et du 19^e siècle et régule au 20^e siècle sa microsociété. Les publications des chercheurs, diffusées par les revues et les livres et réunies dans les bibliothèques, sont encore aujourd'hui l'étalon du « mercato » de la recherche.

Dans le web, le document n'est plus transmis mais trouvé, échangé, puis ultimement, dans la version la plus avancée du réseau, le web de données, construit à la demande. La confiance en son contenu, la preuve, n'est pas acquise par un processus de révision mais par la transparence de l'accès aux données et donc la potentialité de vérification par l'internaute lui-même grâce à la confrontation à d'autres ressources. Nous avons changé d'époque. La confiance en une science positive source de progrès s'est émoussée, tandis que la montée de l'instruction et la multiplication des informations disponibles a valorisé les opinions.

Logiquement, le succès des différents projets documentaires reflète les changements de notre relation au savoir, il l'accompagne et l'accélère. La documentarisation de la fin du 19^e siècle, c'est-à-dire l'organisation systématique des grands centres documentaires, consacrait la science positive ; la redocumentarisation du début du millénaire, représentée par le web, marque une relation au savoir plus individualiste et sceptique. Dans le même temps, les outils de traitement des données sont aujourd'hui, d'une part dans les mains de firmes commerciales qui cherchent à répondre au plus prêt et même prévenir une demande, c'est-à-dire organiser le marché, et, d'autre part, dans celles de la « loi et l'ordre » qui veulent prévenir les dysfonctionnements et modéliser les comportements sociaux afin d'optimiser le fonctionnement des institutions. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le « big data ».

Nous sommes ainsi devant un paradoxe : d'un côté jamais sans doute les possibilités d'émancipation de l'individu n'ont été aussi grandes grâce à l'accès aux ressources documentaires ; de l'autre jamais la tentation de contrôle-soft n'a été aussi forte du fait des capacités de traitement des traces par quelques-uns. Ni la production des données, ni les logiciels qui les traitent ne sont évidemment neutres pour la construction des connaissances. Le débat sur ces points, essentiel pour notre rapport au monde, est tout aussi essentiel pour les sciences humaines et sociales qui sont confrontées au même dilemme d'émancipation ou de soumission. Il n'a pourtant aujourd'hui, me semble-t-il, pas vraiment dépassé le niveau très général des dénonciations et des procès d'intention.

3. RWW. « How Google Organizes the World: Q&A With the Manager of Knowledge Graph. » [en ligne] *ReadWriteWeb*, 26 juillet 2012. <http://www.readriteweb.com/archives/how-google-organizes-the-world-qa-with-the-manager-of-knowledge-graph.php>

Ne manquez pas les prochains rendez-vous *Mode d'emploi*

×

Le soin

Le soin : une nouvelle manière d'interroger nos sociétés ?

SAMEDI 1^{ER} DÉCEMBRE | 16H30-18h | HÔTEL DE RÉGION (LYON)

Gratuit sur réservation

Un dialogue entre **Fabienne Brugère** (philosophe / France) et **Joan Tronto** (professeur de théorie politique / États-Unis)

Animé par : **Adèle Van Reeth** (journaliste, France Culture)



« Que signifierait, dans la société contemporaine, prendre au sérieux, comme faisant partie de notre définition d'une société bonne, les valeurs du *care* - prévenance, responsabilité, attention éducative, compassion, attention aux besoins des autres - traditionnellement associées aux femmes et traditionnellement exclues de toute considération publique ? » (Joan Tronto)

Quels nouveaux enjeux pour les politiques de la santé ?

SAMEDI 1^{ER} DÉCEMBRE | 18H30-20h30 | HÔTEL DE RÉGION (LYON)

Gratuit sur réservation

Avec : **Jean-Godefroy Bidima** (philosophe / Cameroun), **Pierre Le Coz** (philosophe spécialiste de l'éthique / France), **Yves Matillon** (médecin / France), **Alondra Nelson** (sociologue / États-Unis)

Animé par : **Franck Nouchi** (journaliste, *Le Monde*)



Une situation médicale d'urgence à résoudre, un accès pour tous aux soins, une relation patient-médecin à repenser, une prévention à mettre en place : les enjeux des politiques de santé divergent selon les lieux et les époques. Reste qu'il s'agit toujours de penser la place d'un individu fragilisé au sein de la société. Quels choix éthiques sous-tendent ces décisions ? Sont-ils compatibles avec la gestion pragmatique et économique d'une structure de soin ? Comment mesurer les retombées et l'efficacité des politiques sanitaires mises en œuvre ?

Comment prendre le temps du soin ?

SAMEDI 1^{ER} DÉCEMBRE | 21H-23H | HÔTEL DE RÉGION (LYON)

Gratuit sur réservation

Avec : **Jean-Philippe Pierron** (philosophe / France), **Elisabeth Roudinesco** (historienne / France), **Frédéric Worms** (philosophe / France)

Animé par : **Robert Maggiori** (journaliste, *Libération* / philosophe)



La maladie, vécue comme un moment à part, transforme notre relation au temps, allant parfois jusqu'à nous projeter hors du temps. Quels bouleversements surviennent dans notre rapport au monde en période de cure ? Entre l'urgence de la guérison et la patience nécessaire au traitement, dans quelle temporalité la relation entre le soignant et le soigné s'inscrit-elle ? Prendre soin de l'autre ou de soi-même ne serait-ce pas prendre le temps ?

Retrouvez
les invités de
Mode d'emploi
en Région
Rhône-Alpes

**Rencontre autour de
Une vie meilleure : Comment la
philosophie habite
concrètement votre vie**

(Flammarion, 2012)
Ven. 30 nov. | 19h | Passages

La librairie Passages invite le
philosophe **Wolfram Eilenberger**
(Allemagne).

11 Rue de Brest- Lyon 2ème
Tél : 04 72 56 34 84
librairiepassages.wordpress.com

Espace librairie

Librairie Rive Gauche

19 rue de Marseille - Lyon 7ème
Tél : 04 78 72 72 45
rivegauchelibrairiepapeterie.hautetfort.
com

Dédicaces

> Après chaque rencontre, les écrivains
vous attendent à l'espace librairie de
Mode d'emploi.



101.1 - 99.8

Retrouvez les invités de *Mode d'emploi* en direct dans les émissions de France Inter

> **SERVICE PUBLIC**
de Guillaume Emer
du lundi au vendredi de 10h à 11h

(programmation en cours)

> **ON VA TOUS Y PASSER !**
de Frédéric Lopez et Yann Chouquet
du lundi au vendredi de 11h à 12h30

Retrouvez le supplément de



**consacré à *Mode d'emploi*
sur les différents lieux du festival**

Prolongez le débat, postez vos commentaires sur
www.villavoice.fr

× Le Blog

de la Villa Gillet

en partenariat avec Rue89Lyon et le master journalisme de l'IEP

Retrouvez-y aussi :
les articles des lycéens de l'Académie de Lyon,
les réponses des invités du festival,
des chroniques, reportages et interviews des étudiants rhône-alpins...



Les partenaires de *Mode d'emploi* :



Rhône-Alpes Région

GRANDLYON
communauté urbaine



Ce festival est soutenu par la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France.



Les partenaires des Subsistances :



KIBLIND

